



Oser inventer l'avenir

1985

Nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de l'éditeur suisse Éditions Pierre-Marcel Favre de Lausanne, de larges extraits des entretiens de Sankara avec le journaliste suisse **Jean-Philippe Rapp, réalisés en 1985**. Ils ont été publiés en 1986 avec une introduction et une contribution de Jean Ziegler sous le titre : Sankara : Un nouveau pouvoir africain.

Jean-Philippe Rapp : *Devenir chef d'État, est-ce une décision que l'on prend dans des circonstances précises ?*

Thomas Sankara : Il y des événements, des occasions qui constituent une rencontre, un rendez-vous avec le peuple. Il faut les rechercher très loin dans le passé, dans le «background» de chacun. On ne décide pas de devenir un chef d'État, on décide d'en finir avec telle ou telle forme de brimade, de vexation, tel type d'exploitation, de domination. C'est tout.

Un peu à l'image de celui qui a souffert d'une maladie sérieuse, le paludisme, par exemple, et qui décide de vouer toutes ses énergies à la recherche d'un vaccin, quitte à ce que, chemin faisant, il devienne l'éminent scientifique responsable d'un laboratoire ou le chef d'une équipe médicale de pointe.

Moi, je suis, en tout cas, parti avec une conviction très claire au départ. On ne combat bien que ce que l'on connaît bien et un combat ne se réussit que si l'on est convaincu de sa justesse. Il n'est pas possible de mener une lutte afin de s'en servir comme prétexte, comme levier de pouvoir, car, en général, il s'agit d'un vernis de maquillage qui craquelle très vite. On ne s'engage pas à lutter aux côtés des masses populaires pour devenir chef d'État. On lutte, puis la nécessité de s'organiser fait qu'il faut quelqu'un à un poste donné.

Rapp : *Mais pourquoi vous ?*

Sankara : Il faut se convaincre qu'on peut se battre, qu'on est assez courageux pour le faire pour soi, mais surtout qu'on a suffisamment d'inclination à le faire pour les autres. Vous trouverez des hommes déterminés à engager la lutte et qui savent comment s'y prendre. Mais ils ne le font que pour eux-mêmes et ne vont pas très loin.

Rapp : *Est-ce selon vous une question d'origine ?*

Sankara : Oui. Vous avez des dirigeants qui ont eu des origines naturellement ou artificiellement créées elles sont artificielles lorsque leur création est le résultat d'un cloisonnement érigé autour d'eux. De toute manière ces gens sont coupés des masses populaires. Ils peuvent avoir une certaine générosité, mais elle ne fait pas d'eux des révolutionnaires. Vous rencontrez, à différents échelons, des responsables qui sont



malheureux parce qu'on ne les comprend pas, même lorsqu'ils font preuve de dévouement. Pourtant leurs sacrifices sont sincères, mais leur démarche n'est, en effet, pas comprise. Un peu comme certains coopérants venus d'Europe, qui vivent des expériences comparables. Ils sont également très sincères, mais leur méconnaissance de l'Afrique les conduit à commettre des erreurs, des gaffes parfois insignifiantes qui seront pourtant déterminantes pour la suite. Ainsi, à la fin d'un séjour de quelques années, ils rentrent chez eux complètement dégoûtés de l'Afrique. Et pourtant la noblesse de coeur ne leur faisait pas défaut, mais ils avaient une disponibilité mentale de condescendance. Ils étaient des donneurs de leçons.

Rapp : *Pour vous, il faut avoir vécu les réalités ?*

Sankara : D'autres dirigeants ont, en effet, eu la chance de baigner au milieu du peuple. C'est là qu'ils puisent les ressources nécessaires. Ils savent qu'en prenant telle décision, ils résoudront tel problème et que cette solution rendra service à des milliers, voire des millions de gens. Ils connaissent parfaitement la question sans l'avoir étudiée dans une faculté de sociologie. Cela modifie la perception.

Rapp : *Mais à partir de quelles expériences personnelles et concrètes avez-vous découvert ces réalités vous-même ?*

Sankara : Il y en a plusieurs. Je me souviens, par exemple, d'un homme que j'ai bien connu. Nous étions en pleine période de sécheresse. Pour éviter la famine, plusieurs familles de son village avaient réuni le peu d'argent qu'il leur restait et elles l'avaient chargé de se rendre à Ouagadougou pour acheter un peu de nourriture. Il est allé à la capitale à bicyclette. Arrivé là, il eut un contact douloureux et brutal avec la ville. Il fit sans succès la queue pour obtenir ce qu'il voulait. Il voyait beaucoup d'autres personnes passer devant lui pour acheter leur mil parce qu'elles parlaient français. Puis, comble de malheur, l'homme s'est fait voler sa bicyclette et tout l'argent que les villageois lui avaient confié. Alors, de désespoir, il s'est suicidé. Cela n'a pas troublé le sommeil des gens de Ouagadougou. Ce n'était qu'un mort de plus. On creuse un trou, on jette le corps dedans comme un poids inutile dont il faut se débarrasser.

La ville a continué à tourner allègrement, dans l'indifférence, dans l'ignorance même de ce drame alors qu'au loin des dizaines de personnes, des familles entières attendaient le retour heureux de cet homme qui allait relancer leur existence, mais qui n'est jamais revenu... Alors on se demande, avons-nous le droit de les laisser pour compte ?

Rapp : *Ce fut un choc pour vous ?*

Sankara : Oui, j'y pense encore souvent aujourd'hui.



Rapp : *Mais avez-vous vécu, vous-même, des situations de rapports inégaux ou l'avez-vous simplement observé chez d'autres ?*

Sankara : Non, je l'ai vécu personnellement. Tout petit, j'allais à l'école primaire de Gaoua. Le directeur de celle-ci était un Européen dont les enfants avaient une bicyclette. Nous, les autres enfants, nous avons passé des mois et des mois à rêver de cette bicyclette. Nous nous réveillions avec elle dans la tête, nous la dessinions, nous tentions de refouler le besoin qui resurgissait toujours.

Pour essayer d'obtenir qu'on nous la prête, nous avons tout fait. Les enfants du directeur voulaient-ils du sable pour édifier un château, nous leur en apportions, voulaient-ils que nous leur rendions un autre service, nous nous précipitions. Et tout cela juste dans l'espoir de pouvoir faire un tour, «prendre un tour», comme on dit ici. Nous avions le même âge mais rien n'y faisait.

Moi, un jour, me rendant compte que tous nos efforts étaient vains, je me suis emparé de la bicyclette et me suis dit : «Tant pis, je me paie ce plaisir et advienne que pourra...»

Rapp : Avec quelles conséquences ?

Sankara : On a arrêté mon père qui fut jeté en prison. Je fus renvoyé de l'école. Mes frères et mes soeurs n'osaient plus y retourner. C'était la terreur. Comment voulez-vous ne pas créer de profonds sentiments d'injustice entre des enfants qui ont le même âge ?

On a également mis une autre fois mon père en prison parce qu'une de mes soeurs avait cueilli des fruits sauvages en lançant des pierres dont certaines étaient retombées sur le toit de la maison de ce directeur. Or cela dérangeait sa femme pendant sa sieste. Je comprenais qu'elle souhaitât se reposer après un bon repas réparateur et qu'il fût énervant d'être dérangé de la sorte, mais nous, nous voulions manger...

Et dans cette circonstance, on ne s'est pas contenté de mettre mon père en prison, on a sorti une note interdisant à qui que ce soit de cueillir ces fruits.

Rapp : *Aujourd'hui, quand vous rencontrez votre père, qu'il voit ce que vous êtes devenu et ce que vous entreprenez, qu'est-ce qu'il vous dit ?*

Sankara : Mon père est un ancien combattant. Il a fait la Deuxième Guerre mondiale et il a été prisonnier des Allemands. Comme ancien combattant, il estime que nous n'avons encore rien vu, que pour eux c'était pire. Disons que notre débat est plutôt fait de chocs...[Rires]

Rapp : *Cela m'amène au problème des Anciens, qui ont un rôle dans la société traditionnelle et qui doivent avoir énormément de peine à comprendre et surtout à admettre ce qui se passe...*

Sankara : Ces gens sont très nombreux. Il faut chaque fois leur réserver un petit mot. Ils sont surpris que nous parlions d'eux dans certains messages.



Ces personnes âgées ont eu le sentiment d'être exclues et c'est d'autant plus frustrant pour elles qu'à notre âge, elles avaient fait preuve d'un courage admirable. Aujourd'hui elles vivent sur leurs lauriers, mais il est normal que nous leur rendions justice en reconnaissant leurs mérites passés afin de pouvoir compter sur le dynamisme que ces personnes peuvent insuffler d'un simple mot.

Rapp : *Mais comment pensez-vous les intégrer ?*

Sankara : Nous avons décidé de mettre sur pied une structure qui va s'occuper d'eux. Elle n'a pas encore de nom, mais ses responsables sont connus. Des comités provisoires se créent dans toutes les provinces, et bientôt un congrès national se tiendra au cours duquel ces Anciens vont mettre en place un bureau national. Des structures et des directions vont également définir le mode de participation.

Rapp : *Une volonté d'ouverture ?*

Sankara : Nous sommes en Afrique, dans une société où la féodalité, dans son sens le plus large, est très puissante. Lorsque le vieux, le patriarche a parlé, tout le monde suit. Alors nous disons : «Autant les jeunes doivent combattre les jeunes réactionnaires, autant les vieux réactionnaires seront combattus par les vieux révolutionnaires.»

Cela a certes des limites idéologiques, mais nous leur concédons ces limites-là pourvu que, dans leur secteur, ils s'occupent également de ceux qu'ils doivent combattre.

Rapp : *Revenons à votre enfance, y a-t-il d'autres souvenirs qui pourraient éclairer votre personnalité, faire comprendre certains comportements ?*

Sankara : J'ai été au lycée à Bobo-Dioulasso. Toute ma famille était restée à Gaoua. En arrivant, je ne connaissais personne. Or, le jour de la rentrée des classes, on nous dit que pour des raisons d'intendance, le lycée ne serait ouvert que le lendemain. L'internat étant lui aussi fermé, il a fallu nous débrouiller pour nous loger. Ma valise sur la tête j'étais trop petit pour la porter d'une autre manière j'ai erré dans cette ville trop grande pour moi. J'étais de plus en plus fatigué et j'ai fini par me retrouver devant une maison bourgeoise. Dans la cour il y avait des voitures et un gros chien.

J'ai sonné. Le monsieur est sorti et m'a toisé : «Tiens, un petit qui vient comme ça et pourquoi ?» Je lui ai répondu : «J'ai vu cette maison et me suis dit, c'est là que je vais passer la nuit» Il a poussé un grand soupir, il n'en revenait pas, puis il m'a donné son accord. Il m'a installé, m'a donné à manger, puis m'a expliqué qu'il devait sortir car sa femme était en attente à la maternité. Le lendemain j'ai pris mes affaires, je l'ai salué et je suis parti.

Un beau jour, étant devenu ministre, j'ai nommé un secrétaire général au Ministère de l'information. Puis je lui ai demandé : «Vous ne me reconnaissez pas ?» Il m'a dit non. Un mois plus tard, même question, même réponse. Le jour où il a quitté sa fonction, je l'ai appelé



«Vous étiez à la station radio de Bobo. Vous habitiez tel quartier, vous aviez une voiture Ami 6. Vous m'avez ouvert la porte et vous m'avez donné à manger. J'étais tout petit, j'allais au lycée.» «C'était donc vous ?» «Oui, c'était moi.» Il s'appelait Pierre Barry. En quittant sa maison, je me disais que, tôt où tard, il faudrait que je rende à cet homme-là un service pour qu'il sache que sa charité n'avait pas été inutile. Je l'ai cherché. Le hasard a bien fait les choses. Nous nous sommes rencontrés. Il est aujourd'hui à la retraite.

Rapp : *Le Burkina Faso a été membre du Conseil de sécurité à l'ONU. Vous vous êtes, vous-même, exprimé devant l'Assemblée générale ; quelles réflexions en tirez-vous ?*

Sankara : Si je ne m'y étais pas rendu, je n'aurais pas connu cette expérience, donc à quelque chose malheur est bon. Mais à vrai dire, il faut éviter d'être un rat dans ces couloirs-là, car très vite on tombe dans la complicité internationale, une espèce de tolérance qui ramène les problèmes des gens à de stériles joutes oratoires de théoriciens.

Quand vous voyez les gens qui s'y trouvent, vous avez l'impression qu'ils sont sérieux, mais moi cela ne m'amuse pas tellement de les rencontrer. Au début, seulement, j'ai ressenti le besoin de m'y rendre.

Toutefois nous avons, en effet, été membre du Conseil de sécurité. Nous avons estimé que si notre rôle aux Nations unies ne consistait pas à compléter les effectifs, nous devions avoir le courage de parler au nom des peuples qui nous avaient fait confiance le Burkina Faso a été élu par plus de 104 pays. Nous devions représenter leurs intérêts, en particulier ceux des pays non alignés. Car il faut constamment, quotidiennement, courageusement défendre leurs intérêts ainsi que ceux des peuples qui s'indignent, si nous ne voulons pas que les Nations unies ne deviennent une caisse de résonance manipulée par quelques tambourinaires puissants.

Rapp : *Avez-vous connu en cette circonstance des pressions ? Une menace de couper certaines aides ?*

Sankara : A l'époque, l'ambassadeur des Etats-Unis, par exemple, a tenté d'exercer une pression de ce type. C'était en rapport avec Porto Rico, le Nicaragua, Grenade et plusieurs autres questions. Nous lui avons dit toute l'amitié sincère que nous avons pour le peuple américain, mais qu'il n'était pas dans l'intérêt de celui-ci de créer la désolation dans d'autres pays. Nous avons ajouté que notre amitié était si réelle qu'elle nous empêchait de nous solidariser avec ceux qui attaquent les Etats-Unis sans raison, gratuitement.

Je dois ajouter, pour l'honnêteté intellectuelle, que l'ambassadeur américain, à la suite de notre conversation, a fait machine arrière et qu'il a expliqué notre position à son gouvernement.

Rapp : *Des pressions parce que vous étiez membre du Conseil de sécurité ?*

Sankara : En effet, différentes pressions, sous différentes formes, par différents groupes. Mais pouvions-nous nous taire lorsqu'une grande puissance agresse un petit pays, lorsqu'une nation envahit une autre ? Nous avons pensé que nous avions un combat à y mener au nom



de tous ceux qui nous apportèrent leur confiance, mais au nom également de ceux qui ne le firent pas parce qu'ils nous connaissaient insuffisamment.

Rapp : *Pour un résultat dont vous êtes satisfait ?*

Sankara : Nous avons pris les positions que nous avions à prendre. Nous nous sommes ainsi fait connaître de beaucoup de gens. Cela nous a également valu un grand nombre d'ennemis. Nous avons attaqué à gauche comme à droite, à l'Est comme à l'Ouest. Chacun en a pris pour son compte. Valait-il la peine de se payer tant et tant d'ennemis ? Fallait-il ouvrir tant et tant de fronts ? Je ne sais pas.

Rapp : *Dans votre situation, une grande puissance qui vous retirerait son aide vous mettrait dans des difficultés très graves. C'est vrai par exemple pour la France, les Etats-Unis, l'URSS et d'autres nations occidentales...*

Sankara : C'est la raison pour laquelle nous sommes obligés de lutter contre l'impérialisme et ses manifestations. Pour celui-ci, il est plus important de nous dominer culturellement que militairement. La domination culturelle est la plus souple, la plus efficace, la moins coûteuse. C'est pourquoi nous affirmons que pour renverser le régime burkinabè, il n'est pas nécessaire d'amener des mercenaires puissamment armés, il suffit simplement d'interdire l'importation du champagne, du rouge à lèvres, du vernis à ongles.

Rapp : *Ce ne sont pourtant pas des produits usuels des Burkinabè...*

Sankara : La seule bourgeoisie est aujourd'hui persuadée qu'elle ne peut se passer de ces produits. Il nous faut travailler à décoloniser les mentalités, et réaliser le bonheur à la limite des sacrifices auxquels nous devons consentir. Il faut travailler à reconditionner notre peuple à s'accepter tel qu'il est, à ne pas avoir honte des réalités qu'il connaît, à s'en contenter et même à s'en glorifier.

Il faut être cohérent. Nous n'avons pas hésité à refuser une aide de l'Union soviétique qui n'était pas, selon nous, à la hauteur de notre attente. Nous nous sommes expliqués avec les Soviétiques et je pense que nous nous sommes compris. Il faut savoir garder sa dignité.

Rapp : *Quand on a un budget de 58 milliards de francs CFA dont 12 sont affectés à la dette, est-il réellement possible d'avoir un plan et une stratégie ?*

Sankara : Oui, mais on pose simplement et très brutalement la question du choix entre le champagne et l'eau.

Nous nous efforçons de refuser les partages inégaux. Or, que constatons-nous ? 58 milliards de budget : 30 000 fonctionnaires qui en monopolisent 30, et rien pour les autres. Ce n'est pas normal. Si nous voulons davantage de justice, il faut que chacun accepte de reconnaître où se trouve le peuple et quels sacrifices il doit faire pour que cette justice se réalise.



Qui sont donc ces 30 000 fonctionnaires ? Des gens comme moi. Prenez mon cas : sur 1 000 enfants nés la même année que moi, la moitié sont morts au cours des trois premiers mois. J'ai eu la chance extrême d'avoir pu y échapper. Tout comme c'est une chance de ne pas avoir été victime ensuite d'une de ces maladies que nous connaissons en Afrique et qui ont décimé d'autres personnes nées la même année que moi.

Je fais partie des 16 enfants sur 100 qui ont pu aller à l'école. C'est une autre chance inouïe. Je fais partie des 18 sur 100 qui sont parvenus au baccalauréat et des 300 sur l'ensemble du pays qui se sont rendus à l'étranger, qui se sont perfectionnés et qui, une fois de retour, sont sûrs de trouver un emploi. Je fais partie des 2 sur 100 soldats qui, sur le plan social, ont une place stable et bien rémunérée parce qu'officier dans une armée où ce grade représente quelque chose.

Et des gens qui ont connu un certain nombre de chances comparables sont 30 000 dans ce pays de 7 millions d'habitants ? Et à nous seuls nous «pompons» plus de 30 milliards ? Cela ne peut plus durer.

Rapp : *Sans compter les autres avantages !*

Sankara : En effet, c'est nous, qui sommes en ville, qui donnons le ton, qui expliquons à l'opinion internationale ce qui va, ce qui ne va pas et comment il faut apprécier la situation ici. C'est nous qui parlons de droits de l'homme, de baisse du pouvoir d'achat, de climat de terreur. Nous oublions que nous avons condamné à mort des milliers d'enfants pour n'avoir pas accepté qu'on diminue un tant soit peu notre salaire afin de réaliser un petit dispensaire. Et nous n'avons agité aucune opinion internationale contre le scandale que représentent ces morts. Nous faisons partie de la complicité internationale des bonnes consciences. «Je te pardonne tes fautes, tu me pardonnes les miennes. Je me tais sur ce que tu fais de sale, tu te tais sur mes mauvaises actions et nous restons entre gens propres». C'est véritablement le gentlemen's agreement des bonnes consciences...

Rapp : *L'indignation est une chose, mais comment agir ?*

Sankara : Il faut oser regarder la réalité en face puis oser donner des coups de boutoir sur des privilèges acquis de longue date, de si longue date même qu'ils paraissent être devenus naturels, incontestables. Bien sûr, vous courez le risque de vous faire violemment attaquer dans la presse. Mais on ne demandera jamais aux 7 millions de paysans sans voix s'ils sont heureux ou non d'une route, d'une petite école, d'un dispensaire, d'un puits.

Rapp : Mais que feriez-vous sans l'aide internationale et les prêts d'ajustement structurel ?

Sankara : En 1983, quand nous sommes arrivés au pouvoir, les caisses de l'Etat étaient vides. Le régime que nous avons renversé avait négocié et obtenu de la France un prêt d'ajustement structurel d'environ 3 milliards de francs CFA. Au terme d'un certain nombre de tractations, ce prêt a été rétrocédé à notre régime. Cela n'a pas été facile, mais depuis lors je peux vous



affirmer que personne ne nous a prêté quoi que ce soit, ni la France ni quelqu'un d'autre. Nous n'avons aucune aide budgétaire.

Rapp : Comment, dans ces conditions, éviter le déficit budgétaire ?

Sankara : Nous comblons ce trou en empêchant qu'il existe... c'est-à-dire en empêchant qu'il y ait une différence. Nous avons diminué les salaires. Les cadres ont perdu jusqu'à un mois de revenu. Les fonctionnaires ont dû renoncer à une partie de leurs indemnités ce qui, vous vous en doutez, n'est jamais bien accueilli nulle part. Ces sacrifices, nous les imposons aux membres du gouvernement, auxquels nous faisons mener un train de vie très modeste. L'instituteur ministre touche son salaire d'instituteur, le capitaine président, celui de capitaine, rien de plus.

Rapp : *La vertu de l'exemple ?*

Sankara : Oui. Imaginez-vous que par le passé, dans ce pays, on parlait d'instaurer le treizième, voire le quatorzième mois de salaire... Pendant ce temps des gens mouraient faute d'avoir pu acheter un petit comprimé de Nivaquine... Il ne faut pas s'étonner qu'alors soit apparu en France le cartiérisme contre ces rois nègres, qui s'achètent des voitures et construisent des châteaux avec les produits de leurs contribuables. Le carriérisme est bel et bien né de nos propres fautes et de nos propres erreurs.

Savez-vous aussi que des Burkinabè touchaient des indemnités de dépaysement dans leur propre pays, des «indemnités de soleil» ?

D'autres avaient des salaires de 2 à 300 000 CFA pour simplement diriger des syndicats, et ils revendiquaient des augmentations de salaire malgré les sommes colossales qu'ils recevaient ! Nous avons dû demander des sacrifices, c'est cela la transformation des mentalités. Et nous ne sommes pas au maximum de nos possibilités. Ce n'est qu'un pas, d'autres devront être faits.

Rapp : *Mais dans cette situation, est-il possible d'envisager le moindre investissement ?*

Sankara : Par ces diminutions de salaires, cette réduction du train de vie, mais aussi en gérant mieux ce que nous avons, en évitant les détournements, nous sommes arrivés à dégager quelques bénéfices qui nous permettent de modestes investissements. Mais ils sont déjà un témoignage de la nécessité pour nous de continuer ces efforts-là.

Notre budget est établi une fois par année, mais chaque trimestre nous faisons le point et procédons à des comparaisons, c'est vous dire à quel point nous sommes près de nos sous. Des chiffres si vous voulez : au premier trimestre 1983, le budget pour lequel nous étions déjà un peu impliqués dans le cadre du CSP, mais sur lequel nous n'avions pas la haute main ce budget faisait apparaître un déficit de 695 millions de francs CFA. Au premier trimestre 1984, ce déficit n'était plus que d'un million de francs CFA alors que nous avons eu la possibilité de le mettre en place et de l'exécuter nous-mêmes.

Au premier trimestre 1985, ce n'est plus un déficit mais un excédent de 1 milliard 985 000 francs CFA qui apparaît, et nous allons continuer ainsi.



Rapp : *Oui, mais à quel prix ?*

Sankara : En serrant sur tout. Ici, il est interdit d'écrire sur le verso d'une feuille seulement. Nos ministres voyagent en classe économique et n'ont que 15 000 francs CFA par jour de défraiement. Pour moi aussi, la situation est la même, mais la fonction de chef d'État offre cet avantage que vous êtes pris en charge lorsqu'on vous accueille à l'étranger.

Notre ministre du Travail s'est rendu il y a quelque temps à Genève, pour une conférence internationale. Vous êtes bien placé pour savoir qu'avec ses 15 000 francs CFA d'indemnité journalière, il ne pouvait envisager de se loger là-bas. Il a dû se rendre en France voisine et partager un modeste logement avec ses collaborateurs. Il n'y a aucune honte à cela. Peut-être même ces conditions lui auront-elles permis d'accomplir encore mieux sa mission que s'il avait été logé dans un palace. Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Rapp : *Il y a quelques mois, le Sidwaya titrait : «Si Lénine avait su ce que nous faisons, il nous aurait aidés.» N'est-ce pas là l'expression d'une déception face à l'URSS et d'autres pays ?*

Sankara : Au regard des risques que nous prenons, car nous conduisons ici une véritable révolution, au regard aussi de ce que nous pensons pouvoir représenter, de manière peut-être immodeste, pour l'Afrique, nous ne comprenons pas cet attentisme, ce désintéressement, ce manque d'empressement à nous aider de la part de ceux qui sont le plus indiqués pour le faire, car du point de vue de la sensibilité idéologique, ils sont dans le même camp que nous.

Nous le comprenons d'autant moins qu'ici on peut nous étouffer pour 5 millions de francs CFA. Plusieurs fois, nous avons manqué de fermer des unités usuelles et mettre des gens au chômage pour l'équivalent de cette somme qui nous faisait défaut. Les conséquences auraient été des grèves, des protestations et peut-être, si cela avait été exploité par d'autres personnes plus futées, la chute totale du régime.

Et alors, «chat échaudé craint l'eau froide...» ! Des dispositions terrifiantes auraient été prises pour qu'un régime comme le nôtre ne revienne pas.

Rapp : *Il s'agissait donc bien d'une déception ?*

Sankara : L'article de Sidwaya exprimait bien cela, mais je ne crois pas, d'autre part, qu'il faille demander aux autres de se sacrifier pour vous jusqu'à abandonner leurs propres problèmes, même si ceux-ci ne sont pas comparables. La tristesse de quelqu'un qui, chez vous, s'aperçoit que le vin n'est pas de bonne qualité est aussi valable que celle d'une personne qui, ici, n'a pas d'eau à boire.

Ailleurs, une population n'est pas contente de son gouvernement parce qu'il n'a pas créé de troisième, de quatrième ou de vingt-cinquième chaîne de télévision. Ce n'est pas une raison pour nous de vous demander de marquer le pas, de nous attendre, nous qui n'en avons qu'une et encore...



Les autres pays ont eux aussi à supporter leurs propres charges. Et puis il faut dire que c'est nous qui faisons notre révolution. Alors tant mieux ou tant pis pour nous... A nous de l'assumer. Personne ne nous a demandé de la faire, après tout ! Nous aurions pu hypothéquer notre pays et le mettre en location. Quelqu'un aurait payé. C'est nous qui avons estimé que toutes ces formes d'aliénation étaient à rejeter, c'est à nous d'en payer le prix.

Rapp : *Apprendre à sortir d'une mentalité d'assisté ?*

Sankara : Oui, il faut se départir de cette mentalité. Si nous n'avions pas été colonisés et si nous n'avions pas eu de rapport avec la France, comment aurions-nous eu le droit d'attendre quelque chose d'elle ? Pourquoi ? En Corrèze, au Larzac il reste des gens qui ne sont pas heureux...

Alors nous devons perdre cette mentalité, même si, au nom d'un internationalisme quelconque, nous aurions aimé que les aides aillent là où il faudrait. Mais il ne faut pas oublier que, à moins d'être masochiste ou suicidaire, on ne va pas aider son ennemi, lui donner des armes pour qu'il survive, qu'il rayonne et qu'il convainque autour de lui d'imiter son exemple. Ils sont fort nombreux ceux qui ont peur que nous réussissions. Ils nous interpellent par toutes sortes de défis.

Rapp : *Le temps ne joue-t-il pas contre vous ?*

Sankara : Ils nous donnent, par exemple, moins d'un an pour avoir les caisses vides, ne plus pouvoir payer les fonctionnaires et être obligés de recourir au FMI ou à une autre organisation. Vaille que vaille, cahin-caha nous traversons quand même la zone de tempêtes et ressortons la tête haute. Ils nous donnent alors un autre délai au terme duquel il paraît évident que nous allons échouer. Tant bien que mal, nous tenons et démontrons à la longue, dans la pratique, qu'il existe d'autres schémas qui peuvent permettre de contourner les formes classiques d'approvisionnement des caisses.

Rapp : *Mais que peuvent faire de plus les Burkinabè ? L'excès de sacrifices risque de se retourner contre vous ?*

Sankara : Non, si vous savez donner l'exemple. Nous avons créé une caisse de solidarité révolutionnaire à laquelle des milliers de Burkinabè contribuent. Leurs oboles représentent un effort considérable pour que notre peuple ne soit pas contraint à mendier une aide alimentaire. La caisse nous a permis de parer au plus pressé, notamment face aux problèmes de survie des populations du Sahel.



Rapp : Mais parallèlement se pose la question de la dette extérieure. A la conférence de l'OUA à Addis-Abeba, les participants étaient très divisés sur le comportement à avoir face au remboursement...

Sankara : Pour notre part, nous disons très nettement qu'il ne faut pas payer la dette extérieure. Ce n'est pas juste. La payer c'est payer deux fois un tribut de guerre. D'ailleurs d'où vient-elle ? De ce qui nous fut imposé de l'extérieur. Avions-nous besoin de construire des châteaux, de dire aux médecins qu'ils toucheraient un très important salaire à la fin du mois, de créer chez l'officier une mentalité d'homme surpayé ?

Nous avons été obligés de contracter des dettes très lourdes, et les unités économiques qu'elles ont permis de créer n'ont pas toujours tourné très rond. Pour elles, nous avons pris de lourds engagements financiers alors qu'elles étaient parfois suggérées, proposées, organisées, installées par ceux-là mêmes qui nous ont prêté l'argent.

C'est tout un système, avec ses éléments d'assaut, qui sait exactement ce qu'il faut vous proposer. Ensuite son artillerie lourde intervient, et nous devons payer toujours davantage. Ce sont des placements heureux pour les investisseurs. Ils ne placent pas leur argent dans leurs propres banques, chez eux cela ne rapporte rien. Ils sont alors obligés de créer le besoin ailleurs pour que d'autres paient. Avions-nous besoin de fumer telle ou telle cigarette ? On nous a convaincus que «grâce à telle marque, nous serions l'homme le plus fort du monde, celui qui séduira toutes les femmes». Nous avons fumé et avons développé le cancer en prime. Et les plus privilégiés d'entre nous sont partis en Europe se faire soigner...

Alors qu'il s'agissait de donner un nouveau souffle au marché du tabac chez vous.

Rapp : Mais le refus de payer la dette extérieure a-t-il un sens s'il n'est le fait que d'un ou deux Etats ?

Sankara : En fait ce n'est pas l'action isolée et usurière d'un banquier qui nous impose de payer la dette, mais tout un système organisé. Celui-ci permet qu'en cas de non-règlement, on puisse bloquer vos avions sur un aéroport, ou qu'on refuse de vous envoyer une pièce de rechange absolument indispensable.

Alors, ne pas payer la dette exige que nous allions en front uni. Tous les Etats doivent agir ensemble à condition, bien sûr, que nous acceptions de faire notre autocritique sur notre propre gestion de ces ressources. Lorsque certains ont contracté des dettes énormes pour des dépenses personnelles somptuaires, ils ne méritent pas que nous nous mobilisions pour les soutenir.

Nous l'avons dit clairement dans le message que nous avons adressé à l'OUA : «Ou bien il faut collectivement résister, opposer un refus net de payer la dette ou, si ce n'est pas le cas, il faut, alors, aller mourir, isolément un à un...»

Rapp : Mais ce n'est pas un point de vue unanimement partagé ?



Sankara : Chacun de nous se croit le plus malin, le plus rusé, tout en comprenant la logique de ce juste refus. Il le contourne pour aller voir les prêteurs. Dès lors on dira d'eux qu'ils sont les plus organisés, les plus modernes, les plus respectueux des textes des engagements. On leur donne d'autres prêts pour imposer d'autres conditions, puis quand la grogne s'installe dans les rues, on leur suggère aussi d'envoyer des «gros bras» pour casser ceux qui ne veulent pas suivre et installer sur le trône ceux qui doivent l'être selon eux...

Rapp : *Face aux mesures économiques intérieures, ne craignez-vous pas une violente réaction populaire ?*

Sankara : L'adhésion générale que nous rencontrons en imposant des mesures pourtant peu populaires montre la nature de notre révolution : une révolution qui n'est dirigée contre aucun peuple, contre aucun pays, mais qui vise à redonner au peuple burkinabè sa dignité et à lui permettre d'accéder, lui aussi, à un bonheur qu'il aura défini d'après ses normes à lui. Le bonheur, le développement, se mesurent ailleurs sous forme de ratios ; de quintaux d'acier par habitant, de tonnes de ciment, de lignes téléphoniques. Nous avons d'autres valeurs. Nous n'avons aucun complexe à dire que nous sommes un pays pauvre. Lorsque nous sommes dans les organisations internationales, nous n'avons pas peur de prendre la parole et de bloquer les débats pour un ou deux dollars de réduction d'une cotisation, ou d'une contribution des Etats. Nous savons que cela irrite bon nombre de délégations qui sont capables de jeter par le fenêtré des milliers et des millions de dollars.

Et lorsque nous devons recevoir un ambassadeur qui doit présenter ses lettres de créance, nous ne le faisons plus dans ce bureau présidentiel, nous l'aménonons en brousse, chez les paysans. Il emprunte des routes chaotiques, il souffre de la poussière et de la soif. Ensuite nous pouvons l'accueillir en lui disant : «Excellence, Monsieur l'ambassadeur, voilà le Burkina Faso tel qu'il est et c'est avec lui que vous devez composer, non avec nous qui sommes dans les bureaux feutrés.»

Nous avons un peuple qui a sa sagesse, son expérience, un peuple qui peut définir lui aussi une certaine manière de vivre. Ailleurs on meurt d'avoir été trop bien servi. Ici on meurt de ne pas l'avoir été suffisamment. Entre les deux, il y a une forme de vie que nous découvrirons si nous faisons chacun une part du chemin l'un vers l'autre.

Rapp : *Autre facteur économique dont il faut tenir compte : le développement des Organisations non gouvernementales (ONG). On en recense environ 600 au Burkina Faso, dont 400 d'origine française. Comment expliquez-vous ce développement ?*

Sankara : Pour moi les Organisations non gouvernementales ont des côtés positifs et négatifs, mais surtout elles traduisent l'échec des relations d'État à États et la nécessité pour les peuples de rechercher d'autres formes de contact et de dialogue. Même s'il existe ailleurs un Ministère de la coopération, un Ministère des affaires étrangères ou un Ministère des



relations extérieures, on va chercher des formes nouvelles ; donc, cela signifie politiquement que ces ministères sont inopérants.

Nous savons, bien sûr, qu'il existe des Organisations non gouvernementales qui sont des officines d'espionnage impérialiste. Affirmer le contraire serait faire preuve, soit d'une parfaite naïveté, soit de la volonté de se crever les yeux afin de ne pas voir la réalité. Mais il n'y a pas que cela. Beaucoup d'autres sont effectivement des organisations où des hommes et des femmes pensent avoir trouvé le lieu idéal pour s'exprimer, pour apporter quelque chose parce qu'ils ont entendu parler de pays qui souffrent, alors qu'eux-mêmes sont très mal dans leur peau sous le poids des calories et du luxe. Ils ont ressenti le besoin d'entreprendre quelque chose, ce qui est bien.

Rapp : *Ne risque-t-on pas une forme de désordre que la bonne volonté ne suffit pas à corriger ?*

Sankara : Ici, nous nous sommes dit : «Les ONG arrivent, il faut les organiser.» Si vous ne le faites pas, la situation peut devenir très dangereuse. Auparavant, ces organisations s'étaient installées en fonction de la carte politique électorale du pays. Dans tel fief se trouve un homme politique important : c'est là qu'on creusera des puits, même s'il faut en faire un tous les 25 cm, alors qu'ailleurs où le besoin est réel rien ne se fera, car il ne se trouve aucun fils du pays qui soit bien en vue.

Les ONG se sont également gênées dans la mesure où les puits ont été faits à l'anglaise, à l'allemande, à la française, pour une eau qu'on boit à la burkinabè. Elles refusent de se communiquer les informations nécessaires et préfèrent laisser chacun recommencer les mêmes erreurs, histoire de pouvoir dire : «Vous voyez bien que ces gens n'y connaissent rien...»

Rapp : *Mais ne doivent-elles pas mener une politique délicate et difficile ?*

Sankara : Elles ont souvent commis des erreurs en n'osant justement pas s'affirmer et dire aux dirigeants locaux : «Ecoutez, Messieurs, nous sommes venus pour tel objectif très clair. Si vous êtes d'accord nous jouons le jeu. Si vous ne l'êtes pas, nous plions bagage et chercherons à travailler ailleurs.»

Leur complaisance est parfois devenue de la complicité. Pour certaines d'entre elles, l'important était d'avoir de bonnes coupures de presse à diffuser en Europe pour dire : «Voyez, bonnes gens, nous sommes en train de sauver des âmes. Donnez-nous un sou, Dieu vous le rendra...», alors qu'en réalité elles faisaient la politique de tel député ou sénateur qui pouvait ainsi prouver son rayonnement.

Rapp : *Elles ont perturbé la politique locale, selon vous ?*

Sankara : Elles n'ont surtout pas eu le courage de heurter ceux qui agissaient mal. Résultat, vous arriviez ici, on vous disait : «Vous venez d'Europe, très bien... Vous avez de l'argent et



vous voulez aider le pays, bravo, c'est ce qu'il faut faire ici car les gens crèvent de faim... Mais vous allez avoir besoin d'un bureau, louez donc le mien... Il vous faut un directeur national car nous tenons à assurer la relève, j'ai justement un cousin qui attend... Comme standardiste j'ai une cousine, le planton sera mon neveu...» En un mot, ils amènent tout leur village, et pourvoient jusqu'au vice-planton. Vous, vous êtes satisfait, on parle de votre action en Suisse ou en France ; lui est heureux car il peut aller dans son village et dire : «Si vous êtes sages et si vous votez pour moi, je vous amènerai du lait en poudre.» Le lait arrive, chacun s'extasie devant la performance de celui qui fait des miracles de cette sorte.

Rapp : *Mais comment se prémunir contre ce genre de situations ?*

Sankara : Là aussi il faut engager le combat. C'est pourquoi nous avons créé un «Bureau du suivi des Organisations non gouvernementales». Il ne s'agit pas de les empêcher de vivre, de tourner normalement, car elles ont besoin d'une certaine souplesse, compte tenu de la nature de leurs fonds et de leur manière de travailler. Mais il faut faire profiter l'ensemble d'entre elles des expériences déjà acquises par les premiers arrivés. Indiquer également les endroits où elles peuvent être le plus efficace, le plus utile, et de quelle manière.

Rapp : Dans quelles conditions votre gouvernement accepte-t-il l'aide internationale ?

Sankara : Nous acceptons l'aide quand elle respecte notre indépendance et notre dignité. Nous refusons l'aide qui achète des consciences et ne procure des avantages qu'aux dirigeants. Si vous nous fournissez une aide pour que nous puissions acheter plus facilement vos produits ou pour que certains d'entre nous puissent ouvrir des comptes bancaires chez vous, nous la refuserons.

Rapp : *Le problème alimentaire se pose de manière dramatique dans votre pays. La malnutrition touche par exemple plus de 50 pour cent des enfants et la ration calorique moyenne est de 1 875 par jour, soit 79 pour cent de la ration recommandée pour la santé. Que pouvez-vous faire ?*

Sankara : La faim est, en effet, un problème cyclique pour le Burkina Faso depuis de nombreuses années. Cela traduit aussi notre manque d'organisation et notre peu de préoccupation pour le monde rural. Ce problème est également né d'une production insuffisante en raison de sols de plus en plus pauvres, de l'accroissement de la population mais aussi en raison des pluies capricieuses et rares. Il faut encore ajouter à cela la spéculation. Nous sommes donc en face d'un ensemble de problèmes physiques et socio-politiques qu'il convient de résoudre en même temps. Nous comptons prendre des mesures techniques et politiques, pour que l'agriculture ne soit plus un phénomène aléatoire, mais une source de richesses. Aller de la sécurité alimentaire à l'autosuffisance pour devenir un jour une puissance alimentaire.



Rapp : *Un ambitieux programme ; par quels moyens pensez-vous le réaliser ?*

Sankara : Il s'agit d'abord de savoir intéresser le monde rural, de l'organiser pour la production en l'assistant sur le plan technique et organisationnel. Un exemple : la circulation des céréales, qui était complètement anarchique, faisait la joie des spéculateurs et le malheur des consommateurs. Nous connaissons des milliers et des milliers de paysans qui, dans des périodes difficiles dites «de soudure», cédaient leurs champs à des usuriers et à des capitalistes de tout acabit. Ceux-ci pouvaient alors spéculer à d'autres moments. Nous avons pris des mesures en nationalisant le sol.

Rapp : *Plus de 90 pour cent de la population vit dans les campagnes. La situation est extrêmement difficile : pauvreté des sols, pénurie de terres agricoles, manque de points d'eau. Quel est votre plan de développement rural ?*

Sankara : Ce développement passe par la solution de différents problèmes. D'abord, la maîtrise de l'eau ; nous construisons actuellement de nombreuses petites retenues d'eau, de petits barrages. Mais aussi la maîtrise des facteurs de production, la création de débouchés incitateurs, la mise sur pied d'une industrie agro-alimentaire capable d'absorber et de conserver ces produits, une meilleure répartition sur le territoire afin d'éviter les pénuries saisonnières et géographiques, enfin l'accroissement, pourquoi pas, des possibilités d'exportation vers d'autres marchés.

Nous ne sommes pas favorables à de grandes unités industrielles. Leur automatisation élimine des emplois et exige la mobilisation de capitaux importants que nous ne possédons pas. Enfin, se pose le problème de la maintenance de cette technologie. Une seule pièce défectueuse peut nous obliger à déplacer un avion vers l'Europe parce que l'élément de remplacement ne se trouve que là-bas.

Rapp : Vous envisagez l'accroissement de la production vivrière ?

Sankara : Dans le domaine des agrumes, des cultures maraîchères, de l'élevage, notre pays offre des possibilités qui, conjuguées avec le savoir-faire de ceux qui, ailleurs, se sont déjà lancés dans ce genre d'activités, permettraient de très heureux résultats. Nous ne sommes pas opposés à l'entreprise privée qui ne porte pas atteinte à notre honneur, notre dignité, notre souveraineté. Nous ne verrions aucun inconvénient à voir quelqu'un de l'extérieur venir s'associer à des Burkinabè dans le secteur public ou privé afin de participer au développement du pays.

Rapp : Tout cela à quelle vitesse ?

Sankara : A la nôtre. Nous préférons infiniment de petites unités, à mi-chemin entre l'industrie et l'artisanat : des manufactures, des ateliers qui emploient une main-d'oeuvre sommairement formée. Par leur taille réduite, ils peuvent s'implanter au plus près des zones de production. Nous préférons les «teufs-teufs» aux machines électroniques.



Rapp : Vous produisez du haricot, or c'est une culture d'exportation très liée aux contingences internationales...

Sankara : A quelque chose malheur est bon. Le haricot est en effet pour nous un problème, qui a le mérite de mettre à nu les réalités du monde capitaliste, mais aussi l'image que l'on se fait de notre révolution à l'extérieur. Par ce biais, nous avons pu démasquer quels sont les groupes de pression qui sont décidés à maintenir le Burkina Faso dans le giron de la dépendance liée à un certain type d'exportation.

Rapp : Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

Sankara : Le haricot vert est cultivé dans la région de Kougassi, et cela depuis longtemps. C'est une belle production qui a connu un écoulement régulier vers l'Europe, en particulier vers la France. Cela,

bien sûr, en liaison avec des compagnies aériennes : UTA (Union de transport aérien) compagnie française ; Air Afrique, compagnie multinationale africaine, mais essentiellement contrôlée par la France. En 1984, de manière curieuse, nous avons constaté que malgré une saison des pluies médiocre, la période fut faste pour le haricot. Or, ces mêmes compagnies aériennes ont refusé de prendre cette production. Le haricot est fragile. Ainsi, chaque jour, nous avions une trentaine de tonnes qui arrivaient à Ouagadougou, et seules 20 tonnes étaient exportées, au maximum...

Résultat, en moins d'une semaine plus de 400 tonnes ont commencé à pourrir à l'aéroport car nous n'avions pas de locaux pour les stocker et les conserver. Les compagnies ont affirmé qu'elles étaient sollicitées pour d'autres vols. Or nous estimons que, si la coopération doit exister entre ces compagnies et nous en particulier Air Afrique à laquelle nous participons comme Etat souverain il faut être capable de faire des sacrifices. Par exemple, supprimer certains vols de plaisance, pour sauvegarder le revenu de ces pauvres paysans qui ont sué sang et eau pour produire le haricot, et qui ont ainsi démontré leur savoir-faire.

D'autre part, lorsqu'il va en Europe, notre haricot est immédiatement classé comme produit de seconde qualité. Mais nous savons très bien qu'il est ensuite reconditionné et revendu sur le marché sous un autre label. En fait, c'est un chantage de bas étage. Nous ne pouvons plus le ramener chez nous, et nous le bradons à n'importe quel prix.

Rapp : Pensez-vous que des raisons politiques sont à l'origine de cette situation ?

Sankara : Il ya a également des raisons de cet ordre. Un boycottage systématique de l'exportation du Burkina Faso est organisé, afin de nous étouffer économiquement et de nous mettre en difficulté avec les producteurs.

Rapp : Est-ce le seul exemple ?

Sankara : Non bien sûr. Prenez l'exemple du bétail. Notre pays est un grand exportateur d'animaux, cependant nous connaissons actuellement des problèmes. On refuse de nous



acheter nos têtes de bétail, ou on nous pose des conditions inacceptables de telle sorte que nous ne parvenons pas à les exporter.

Mais le boycottage s'exerce également dans le domaine de l'importation. Surtout pour les matières dont nous avons un urgent besoin. Des pressions sont exercées pour que nous ne puissions pas importer le ciment nécessaire à des travaux d'intérêt général. On sait qu'en nous privant de ce matériau nous aurons, sur nos chantiers, des quantités de travailleurs qui finiront nécessairement par se retourner contre nous parce qu'ils nous percevront comme des démagogues. Nous avons envoyé des missions d'information et de bonne volonté pour expliquer aux uns et aux autres que notre révolution n'est dirigée contre aucun peuple, et qu'il n'y a pas de raison de s'attaquer à nous. A l'avenir nous serons obligés de considérer des attitudes provocatrices de cette nature comme un casus belli.

Rapp : *Ces blocages ne sont-ils pas nés de certaines de vos positions internationales ?*

Sankara : Vous avez raison. Nos positions n'ont pas toujours plu, mais nous connaissons un dilemme : soit taire les positions que nous considérons comme vraies, consciemment mentir afin de bénéficier des grâces de ceux qui peuvent nous aider, contenter nos partenaires délicats et puissants ; soit dire la vérité, dans l'intime conviction que nous rendons service à notre peuple et à d'autres.

Lorsqu'une grève se tient en Europe, ce n'est pas nous qui avons incité les travailleurs en cause à agir de cette manière contre tel ou tel industriel. Non. Mais nous savons que ce sont les intérêts légitimes de ces travailleurs qui sont ainsi défendus. Il faut savoir être solidaires sans que, pour autant, il y ait un lien avec nous.

Rapp : *Une des préoccupations, au Burkina Faso, est la dégradation lente et apparemment inéluctable de l'environnement. Que pouvez-vous faire pour enrayer le mal ?*

Sankara : Les sociétés africaines, qui vivent la rupture immédiate avec leur culture, s'adaptent très mal à leur nouveau contexte. Celui-ci implique des démarches économiques tout à fait différentes. Les populations ont augmenté, les besoins aussi ; et l'univers naturel, le développement spontané auxquels nous étions habitués l'expansion des forêts, la cueillette, etc. existent de moins en moins.

Nous sommes devenus de très grands prédateurs. Un exemple : la consommation annuelle de bois de chauffe au Burkina Faso représente, si l'on mettait bout à bout les traditionnelles charrettes utilisées pour le transport, l'équivalent d'un convoi dont la longueur ferait 4,5 fois la distance du nord au sud de l'Afrique. Peut-on permettre que des gens procèdent à de telles dévastations ? Mais peut-on également le leur interdire, quand on sait que le bois est la principale source d'énergie ici ? Nous sommes en face de nouveaux besoins, en face d'une nouvelle pression démographique, sociologique, et pour laquelle nous n'avons pas trouvé les éléments d'accompagnement.



Ailleurs aussi le déboisement a fait des ravages, mais il a été possible de reboiser et surtout de trouver des produits de substitution. Nous, nous n'avons que cette source d'énergie.

Aujourd'hui nous sommes constamment obligés de rappeler à chacun son devoir, qui est de régénérer la nature et de l'entretenir. La progression galopante et catastrophique du désert, dont les habitants perçoivent les effets, nous aide dans cette démonstration.

Rapp : *L'expliquer, chercher à convaincre est une chose, mais quelles mesures pratiques appliquer ?*

Sankara : Après avoir analysé en détail le phénomène, ses causes, ses manifestations, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait qu'une solution pour nous : prendre des mesures draconiennes. Or elles le sont, puisqu'elles vont jusqu'à toucher ce que les gens estiment être leur liberté dans l'immédiat, mais nous pensons qu'à terme nous préserverons ainsi la liberté collective. Nous avons donc lancé ce que nous appelons «les trois luttes».

D'abord nous interdisons la coupe sauvage et anarchique du bois. Que cette coupe se fasse dans des périmètres définis par les spécialistes, de façon à maintenir une certaine régulation. Ce n'est pas parce que vous avez du bois à quelques mètres de vous que vous pourrez le couper. Non. Vous irez même, s'il le faut, à 5 km si c'est là qu'il se trouve en quantité suffisante.

Pour maîtriser la situation, nous avons interdit de transporter du bois, à moins que ce soit dans un véhicule au badigeonnage spécial et évident, de sorte que les personnes qui se livrent à ce commerce soient limitées en nombre, contrôlables et, par conséquent, faciles à encadrer sur le plan technique.

Deuxième lutte : nous avons interdit la divagation des animaux, autre cause importante, après l'homme, de cette destruction anarchique. Là aussi nous avons dû prendre des décisions très draconiennes, je le conçois, mais on ne peut rien faire tant qu'on n'impose pas aux mentalités des schémas de rigueur. Nous avons décidé qu'il serait possible d'abattre sans autre forme de procès tout animal pris en train de brouter des cultures, cela pour obliger nos éleveurs à avoir des méthodes plus rationnelles. Actuellement, notre forme d'élevage est de type contemplatif. On se contente d'avoir 5 000 têtes de bétail sans s'inquiéter de la manière de les nourrir, même si c'est au prix de la destruction du champ d'autrui ou des forêts attaquées jusqu'aux plus jeunes pousses. Chacun est égoïstement fier de son grand nombre de boeufs. Ces bêtes, en réalité, même très nombreuses, ne produisent pas beaucoup de richesses ni en poids, ni en lait, ni en force de travail. Elles sont chétives. Il faut obliger les éleveurs à se poser la question : «Combien me coûte mon élevage et quel est l'effectif optimal pour avoir le meilleur rendement et la plus petite dépense ?»

Rapp : *Mais le remède risque d'entraîner un certain nombre d'abus ?*

Sankara : Il y a en effet, je dois le reconnaître, des manifestations douloureuses d'éleveurs qui sont malheureux car des agriculteurs ont tué leurs bêtes. Ils ont l'impression d'être tombés dans un piège, car des paysans malins et roués font exprès d'aller cultiver tout près des bêtes



et les attendent avec un gourdin. Nous passons par ces formes-là. Je sais que je ne détiens pas la solution parfaite, mais s'il n'y avait que 60 pour cent de juste dans ce que je décide, je le ferais. Et là, selon moi, nous sommes au-dessus de ce pourcentage.

Rapp : *L'interdiction, la contrainte, mais aussi la prise en charge constructive ?*

Sankara : C'est le reboisement, l'acte positif pour recréer la nature. Nous avons ordonné que toutes les villes, tous les villages aient un bosquet d'arbres. Dans la tradition africaine existait une forme de préservation de la nature, un système socio-économique : le bois sacré.

On y accomplissait un certain nombre de rites, en particulier des rites initiatiques. D'un point de vue mythique et animiste, ces bois avaient une puissance supposée qui les protégeait. Mais, en même temps que ces valeurs ont cédé la place au modernisme, à un certain cartésianisme et même à d'autres religions, en même temps la protection a manqué et ces bois ont disparu. Les écrans qu'ils constituaient ont sauté et la désertification a, naturellement, pu faire son chemin plus rapidement encore.

C'est une des raisons qui nous a poussés à créer ces bois. Et bien que nous ne réussissions pas à leur donner le contenu religieux d'antan, nous essayons de leur attribuer une valeur sentimentale qui soit équivalente. Ainsi, tous les événements heureux sont marqués par une plantation d'arbres : un baptême, un mariage, une cérémonie.

Le 3 août, il y a eu une remise de décorations. Les récipiendaires, après avoir été félicités, sont allés planter des arbres avec leurs parents et leurs amis. Chaque année il en sera ainsi. Et s'il ne restait que 15 pour cent de ces arbres, ce serait déjà quelque chose de fait.

Rapp : *Les foyers améliorés sont également un autre moyen de diminuer la consommation de bois ?*

Sankara : Au cours des années précédentes, nous avons énormément parlé de «foyers améliorés». Nous avons été soutenus à coups de centaines de millions, de milliards pour favoriser la vulgarisation de ces foyers améliorés. D'abord des recherches fondamentales, puis des recherches appliquées, enfin la vulgarisation. Mais nous n'avons progressé qu'une fois le bois devenu rare. Devant l'urgence, il faut des solutions, des moyens d'économiser cette source précieuse. Alors les femmes s'y intéressent enfin.

On a dit que le développement de l'agriculture au Burkina Faso ne peut se faire que dans un mariage heureux entre l'élevage et les techniques de culture, mais il n'est pas possible d'intégrer l'élevage tant que l'éleveur n'a pas lui-même la démarche de l'agriculteur.

Maintenant il doit rentabiliser, et ce n'est pas seulement le lait, la viande, le fumier et les os qu'il doit vendre, mais aussi la force de travail de ces animaux qui sont là toute l'année. Par nécessité, nous créons un rythme positif de production.

Rapp : *Très souvent dans les discours, dans cette interview aussi, vous utilisez le symbole.*



Sankara : Cette forme pédagogique tient à notre contexte. Comme vous l'avez remarqué, non seulement nous parlons beaucoup, nous sommes très longs dans nos réponses, mais nous affectionnons en effet les symboles. Car les discours sont orientés vers des auditeurs qui viennent d'une civilisation orale à l'africaine, où l'on évolue par circonvolutions.

Moi qui suis le plus souvent amené à parler aux paysans, je laisse mon esprit aller à cette forme de dialogue, de débats, d'échanges de vue tout en admirant le brio de ceux qui utilisent d'autres formulations. Ils répondent de façon brève, concise, structurée, même sans texte écrit. Leur capacité tient à la nature de l'auditoire auquel ils ont généralement à faire face. Quand vous parlez à des universitaires, vous n'êtes pas obligé de développer pendant des heures et des heures comme nous le faisons ici.

A la limite, en Afrique, nous nous méfions de ceux qui ont des réponses journalistiques, ce sont des professionnels de la politique, non des hommes des masses.

Rapp : *A l'évidence, aujourd'hui, l'état de grâce qui suivit le 4 août 1983 est terminé ; dans quelle phase, selon vous, vous trouvez-vous ?*

Sankara : Il y a curieusement, aujourd'hui, moins d'euphorie et c'est pourtant plus facile de convaincre. Le phénomène a perdu de sa nouveauté et, d'un certain point de vue, perdu également un peu de son éclat l'éclat captivant. La révolution est devenue notre rythme normal.

Quand nous nous sommes rencontrés, en mai 1984, je vous disais ma conviction qu'après la mobilisation euphorique, il faudrait que nous pensions à la mobilisation consciente des masses. Nous y sommes.

Rapp : *Sans troubles, sans période transitoire ?*

Sankara : Il y a eu entre les deux une petite période de transition, de flottement, de doute, de désespoir même. A ce moment-là, beaucoup ont dit : «Après des discours pompeux et démagogiques, ils se révèlent incapables de conduire les destinées de notre pays.» Alors toutes les décisions que nous avons voulu prendre se sont heurtées à une hostilité, organisée ou non, consciente ou non. Mais heureusement pour nous cette période est passée très vite, et nous avons pu conduire de bout en bout un certain nombre de choix qui paraissaient téméraires.

Les bénéfiques, les acquis furent constatés. Maintenant, sans qu'il y ait d'euphorie, une euphorie béate, il y a un enthousiasme conscient, moins exubérant, mais qui est notre meilleur soutien et nous permet de prendre d'autres décisions.

Un exemple : quand vous invitez toute la classe des fonctionnaires d'un pays ,à faire du sport, et que vous dites que vous en tiendrez compte pour l'avancement de chacun, c'est une décision qu'il faut avoir le courage de prendre. Vous avez beau être persuadé du bienfait de l'exercice physique, ce n'est pas facile à accepter. Les gens l'ont fait.



Rapp : *Tous ?*

Sankara : Non, vous trouvez çà et là des personnes qui refusent, ou qui disent : «Il n'aurait pas fallu le faire.» Ce sont surtout des petits-bourgeois qui redoutent l'effort. Mais l'ensemble accepte. Les gens n'en font pas un motif de combat, ils se disent que nous savons où nous allons. Aujourd'hui, la pratique du sport populaire s'est réellement installée dans les moeurs.

Rapp : *D'aucuns ont pourtant parlé de baisse d'enthousiasme, de démobilisation...*

Sankara : Nous n'avons plus cette nouveauté qui captive et qui séduit. L'orientation est déjà connue, et certains esprits peuvent même deviner par avance ce qui se fera ou se dira, à peu de choses près. Les gens continuent à aimer la révolution, mais le prosélytisme c'était il y a quelque temps.

Malheureusement des observateurs mal avisés ont prétendu que cela correspondait à une baisse d'enthousiasme, à une démobilisation, etc. Non, ce n'est pas vrai.

Rapp : *Est-ce que Thomas Sankara sait encore ce qui se passe dans le pays, l'attitude de tel fonctionnaire qui abuse de son pouvoir, de tel CDR dont les agissements terrorisent un quartier ?*

Sankara : Il est maintenant 22 heures. Lorsque nous aurons terminé cet entretien, vers minuit, je partirai dans un village jusqu'à 5 heures du matin. Il faut prendre le temps d'écouter les gens, s'efforcer d'entrer dans tous les milieux, même ceux qui ne sont pas recommandables. Il faut maintenir des relations de tous genres, avec les jeunes, les vieux, les sportifs, les ouvriers, les grands intellectuels, les analphabètes. Vous recueillez une foule d'informations et d'idées. Ainsi donc, je pense que lorsqu'un dirigeant s'adresse à un public, il doit le faire de telle sorte que chacun se sente concerné.

Lorsqu'il félicite, chacun doit avoir le sentiment qu'il est visé personnellement. Lorsqu'il critique, chacun doit pouvoir se reconnaître dans ce qui est reproché, savoir qu'il a posé un acte de ce genre, avoir le même réflexe que celui qui a le sentiment d'être déshabillé, qui en a honte et décide d'éviter à l'avenir de faire les mêmes fautes.

Ainsi nous pouvons en commun prendre conscience de nos erreurs, et refaire du chemin ensemble. Je suis obligé de m'informer, obligé de briser le protocole et tout ce qui vous enferme et, à certains moments, je suis également obligé de dire que j'ai appris et que je condamne telle situation. Cela secoue.

Je ne suis, bien entendu, pas au courant de tout, d'autant plus que certains hésitant à venir me parler, me jugent inaccessible. Il faut multiplier les gestes qui rapprochent.

Par semaine, je réponds, au bas mot, à une cinquantaine de lettres privées qui me posent les questions les plus inimaginables et les plus insolubles qui soient pour moi ; mais nous maintenons les relations. Je suis très heureux quand des gens me font des propositions pour des problèmes que j'ai posés. Même si nous ne retenons pas toujours leurs solutions.



Rapp : *Quels moyens envisagez-vous pour une action plus systématique ? Il paraît très difficile que vous ne soyez pas débordé...*

Sankara : Nous allons mettre prochainement en place une structure du CNR pour répondre à cela. Mais surtout il sera nécessaire de convaincre chacun qu'il peut porter plainte, que sa plainte sera peut-être reçue et qu'elle sera étudiée avec la même considération, la même importance quel que soit le pouvoir que nous avons accordé à celui qui a exercé contre lui des vexations.

Il faut donc que nous fassions des exemples, même s'il s'agit de nos propres parents.

Rapp : *Dans les processus que vous avez mis en place, envisagez-vous la création d'un parti unique, par exemple, et à quel moment ?*

Sankara : L'avenir nous conduit vers une organisation beaucoup plus élaborée que l'actuelle mobilisation de masse, nécessairement moins sélective. Donc, à l'avenir, un parti pourra voir le jour, mais nous ne voulons pas focaliser notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Il y aurait danger à le faire. On le créerait pour respecter les canons révolutionnaires «une révolution sans parti n'a pas d'avenir...» ou alors on le créerait pour appartenir à telle Internationale dont ce serait la condition d'entrée sine qua non...

Or, la création d'un parti par la seule volonté des dirigeants, c'est la porte ouverte à toutes sortes d'opportunismes.

Un parti nécessite des structures, des directions, des responsables. Qui donc pouvez-vous prendre sinon ceux qui sont là et qui ne sont pas forcément les révolutionnaires les plus combattifs ? Beaucoup de personnes se réclameraient du parti pour être sûres d'avoir un poste, un peu comme dans la définition des découpages ministériels au sein des gouvernements. Certains vous suggèrent tel ou tel découpage qui leur permettrait, à eux aussi, d'avoir un poste. Il faut éviter toute tentation opportuniste d'un parti sur mesure, tant il est délicat de créer un parti après la prise du pouvoir.

Par ailleurs, un des inconvénients du parti, c'est qu'il devient trop restrictif, trop sélectif par rapport à une mobilisation de masse. A partir du moment où vous ne comptez plus que sur une minorité, la masse est déconnectée de la lutte que vous menez.

La condition serait que le parti joue son rôle de leader, de guide, d'élément d'avant-garde, qu'il conduise toute la révolution, qu'il soit intégré au sein des masses et que, pour cela, les éléments qui le composent soient des éléments sérieux, qui ont de l'ascendant et parviennent à convaincre, sans équivoque, par leur comportement.

Mais au préalable il faut qu'on laisse les gens lutter sans parti, faire leurs armes sans parti, sinon on tombe dans la nomenklatura.

Rapp : *Nous sommes à quinze ans du troisième millénaire. Va-t-on, selon vous, voir une renaissance du front continental ? Nous retrouverons-nous dans la même situation qu'à La*



Havane en 1966, et chaque nationalisme révolutionnaire continuera-t-il d'agir sans cohésion et sans unité supranationales ?

Sankara : Question difficile qui est véritablement de la prospective. Mais je pense que nous nous dirigeons de plus en plus vers la cohésion. Il faut être optimiste car il est normal, humain, qu'à une époque où, tels des champignons, les États et les souverainetés sont apparus, chacun soit davantage préoccupé à jouir de son nouveau pouvoir qu'à comprendre une évolution globale du modèle. «Chacun écrit des livres de toutes les couleurs...», mais cela va se modifier.

Bien sûr, les devanciers étaient plus ou moins contraints d'agir de la sorte pour indiquer une certaine voie, même si parfois on tombait dans le messianisme. Or, de même qu'on parle de plus en plus de civilisation de l'universel, de même on parlera d'une révolution universelle. Car pendant longtemps l'impérialisme a organisé sur le plan mondial une Internationale de la domination et de l'exploitation, mais il n'y a pas une Internationale de la révolution, une Internationale de la résistance contre l'oppression. Il y eut certes des tentatives, les trois Internationales, et l'on parle même de la quatrième.

Les dirigeants en tant que tels vont progressivement céder la place aux masses organisées, en particulier grâce aux moyens de communication qui brisent les barrières, qui réduisent les distances ; grâce également au nivellement des cultures qui fait que nous pouvons sentir les choses à peu près de la même façon. Les leaders actuels céderont alors le pas.

Rapp : *Comment faire pour résoudre le problème de l'alphabétisation ?*

Sankara : Nous comptons nous attaquer au contenu et au contenant de l'éducation. Quand le colonisateur a ouvert des écoles, il n'avait pas des intentions de mécène ou de philanthrope, il avait plutôt le souci de fabriquer des commis aptes à occuper les postes utiles à son système d'exploitation. Pour nous il s'agit, aujourd'hui, de donner à l'école une nouvelle valeur afin qu'elle forme l'homme nouveau, qui connaît des concepts, qui les assimile, qui s'insère harmonieusement et totalement dans la mouvance et la dynamique de son peuple.

Rapp : *Mais le principal souci, n'est-ce pas de la rendre démocratique ?*

Sankara : En effet, jusqu'à maintenant seuls des privilégiés sont allés à l'école. Démocratiser l'école, c'est construire des classes partout. Actuellement, le peuple s'est mobilisé pour remplir cet objectif, et il le fait avec tant d'ardeur qu'il dépasse même les capacités de suivi technique du gouvernement. Ils vont trop vite à notre goût, mais nous n'entendons pas les arrêter en si bon chemin.

Rapp : *En 1984, 1 500 instituteurs membres du Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV) ont été licenciés. Peut-on prendre le luxe d'une telle décision, alors que l'analphabétisme touche plus de 90 pour cent de la population ?*



Sankara : Ils l'ont été pour avoir mené une grève qui était, en fait, un mouvement subversif contre le Burkina Faso. A l'époque nous avons été très clairs en leur disant : «Ne faites pas cette grève, car elle s'inscrit dans un plan de déstabilisation qui vise à la fois le Ghana et notre pays.» La date de cette action conjointe était fixée. Il devait y avoir, en même temps, une tentative de coup d'État chez notre voisin et une série de grèves chez nous. Nous en étions informés et avons pris nos dispositions.

Vous savez, au Burkina Faso ce sont toujours les grèves qui ont fait et défait les régimes. Nous avons fourni publiquement un certain nombre de preuves, mais pas toutes, de peur de brûler certaines sources d'information ; et nous avons invité les instituteurs à renoncer à leur mouvement. Parallèlement, le même jour, vendredi 23 mars, une chaîne de télévision française organisait une émission consacrée à un opposant burkinabè. La manoeuvre était simple. Il s'agissait de remettre cet homme à flot, de lui donner un certain statut. Donc, double manoeuvre : remettre en selle ce genre de personnage et déstabiliser à l'intérieur. D'autre part, nous avons arrêté les principaux meneurs, qui avaient reçu 250 000 dollars à ventiler pour soutenir cette action. Lors de cette opération, les agents de la sécurité avaient également arrêté un syndicaliste qui n'était pas, selon nos renseignements, impliqué dans ce circuit. Nous l'avons relâché purement et simplement car il avait, de bonne foi, protesté pour des raisons syndicales mais n'avait pas trempé dans le complot.

Rapp : *Mais pourquoi s'en prendre aux enseignants ?*

Sankara : Nous ne sommes pas contre des enseignants mais contre le complot qui veut utiliser les enseignants. Parce que le parti qui a lancé le complot est un parti formé essentiellement d'enseignants du primaire, du secondaire et même de l'université. Il a donc jeté ses troupes de choc contre notre régime qu'il a condamné dès le 4 août 1983, dès sa naissance. Nous avons alors mis notre menace à exécution, parce qu'il nous paraissait extrêmement grave que ces enseignants se laissent emmener comme des moutons de Panurge alors qu'ils ont de grandes responsabilités, et qu'ils soient incapables de se déterminer eux-mêmes.

Rapp : *Devant l'urgence, on comprend mal que vous ne révisiez pas votre position.*

Sankara : Nous prenons le temps pour examiner un à un les cas de ceux qui nous ont écrit pour se repentir. Mais il n'est pas question de confier la formation des enfants burkinabè à des irresponsables. La porte n'est cependant pas fermée. Nous les réengageons petit à petit, en fonction de l'appréciation que nous avons de leur comportement sur le terrain et de leur capacité sincère à se refaire un caractère forgé au sens des responsabilités. Beaucoup d'entre eux sont en train d'être repris ou en voie de l'être.

Rapp : *En attendant, par qui les avez-vous remplacés ?*



Sankara : Nous les avons remplacés par d'autres du même niveau. Des gens que nous avons appelés et à qui nous avons donné un minimum de formation en particulier dans le domaine idéologique. Il n'est pas question qu'un chantage se fasse sur le dos du peuple.

On avait pris en otage l'éducation des enfants burkinabè pour nous obliger à nous démettre.

Rapp : Mais lorsqu'on dispose de 16 pour cent du budget pour 20 pour cent d'enfants finalement scolarisés, quelles mesures prendre pour obtenir de meilleurs résultats ?

Sankara : En effet, 100 pour cent du budget ne pourraient même pas suffire à scolariser tous les enfants. Il nous faut donc faire appel à d'autres formes d'enseignement qui n'ont rien à voir avec les schémas classiques de scolarisation. Il y aura bientôt une campagne. Celui qui sait lire aura le devoir d'apprendre à lire à un certain nombre de personnes, faute de quoi nous lui retirerons la possibilité de le faire pour lui-même.

Rapp : Mais de quelle manière ? Par une sorte de service civil ?

Sankara : Une grande campagne sera entreprise sur le plan national. Il faudra aller partout. D'ailleurs, je suis persuadé que tous les problèmes entre les hommes sont des problèmes de communication. Lorsque vous parlez et qu'on ne saisit pas exactement ce que vous voulez dire, il y a toujours des manquements possibles. Il nous faudra du non-conformisme. Vous verrez.

Rapp : Est-ce à dire que de manière plus générale vous envisagez de créer un service civil ?

Sankara : Nous voulons en effet refaire entièrement notre service militaire. Il est actuellement obligatoire et dure 18 mois. Mais en fonction de nos moyens, nous atteignons moins de 2 pour cent des classes mobilisables. Ici, l'armée constitue un débouché, un emploi assuré. Donc,

il y a une telle ruée sur les lieux de recrutement, que nous connaissons une situation inverse à celle de l'Europe.

Je me souviens, lorsque j'étais en formation avec des officiers français, nous avions des cours qui consistaient à nous donner les moyens adéquats pour inciter les jeunes gens à accepter la vie militaire. Alors que pour nous, dans mon pays, il s'agit de savoir comment en refouler le plus grand nombre.

Rapp : Mais qu'allez-vous changer, et dans quel but ?

Sankara : Nous allons allonger la période militaire. Elle sera non plus de 18 mois, mais de 2 ans. Au cours de cette période il faudra, bien sûr, apprendre le métier des armes, mais les trois-quarts du temps seront consacrés à la production. D'abord parce que nous considérons que la défense du peuple incombe au peuple. Il faut qu'il soit capable de se mobiliser et qu'il dispose des armes nécessaires, car nos ennemis sont nombreux.

Nous estimons aussi qu'il est hors de question de confier la défense du pays à une minorité, si spécialisée soit-elle. C'est le peuple qui se défend. C'est lui qui décide de faire la paix quand il



ne peut ou ne veut pas poursuivre la guerre. C'est lui qui décide également de ce que doit être l'armée.

Rapp : *Et concrètement ?*

Sankara : Nous ne voulons pas d'une caste au-dessus des autres. Nous voulons casser cette logique et modifier un certain nombre de choses. Nos galons par exemple, nous voulons les modifier pour que l'armée se fonde dans le peuple.

Rapp : *Et «travailler à la production», qu'est-ce que cela signifiera ?*

Sankara : Les gens engagés dans ce service national travailleront à l'agriculture, pour certains. D'autres iront enseigner ou apporter des soins. Nous n'aurons, bien sûr, pas affaire à des docteurs en médecine, mais à des hommes qui auront un minimum de connaissances d'hygiène et de secourisme pour enseigner à leur tour les réflexes qui sauvent. Tout simplement. Ce sera bien plus précieux que de multiplier le nombre de médecins par dix. Dans ce domaine, nous ne pensons pas innover. Nous songeons à nous donner les moyens de mobiliser différentes couches sociales de différents âges, un peu à la manière des Suisses.

Rapp : *Mais quelle sera la qualification de ces gens ?*

Sankara : Elle sera assez hétérogène. Des docteurs en médecine, avant d'entrer dans la fonction publique, devront s'astreindre sur le terrain à ce service national. Ainsi pourront-ils découvrir ou redécouvrir le peuple burkinabè. Nous appellerons aussi bien des universitaires de haut rang que de simples paysans. Pour un petit nombre, il sera même possible d'y faire un apprentissage ou au moins d'apprendre les rudiments d'un métier : l'agriculture, l'élevage, le bâtiment.

Rapp : *Et pour ceux qui sont actuellement sous les drapeaux ?*

Sankara : Là aussi, nous considérons que l'armée est l'arme du peuple et qu'elle ne saurait vivre dans une quiétude et une opulence qui jureraient avec la misère chronique de notre population. Par conséquent, nos militaires doivent quotidiennement ressentir ce que ressent le peuple.

Il n'est pas normal que les militaires soient régulièrement payés alors que la population civile n'a pas, dans son ensemble, les mêmes facilités. Alors, pour les amener à toucher ces réalités, nous les associons aux exigences les plus courantes.

Nous avons donc décidé qu'en plus de leurs activités purement militaires, professionnelles et tactiques, ils devront participer à la vie économique. Nous avons lancé un mot d'ordre pour qu'ils construisent des poulaillers et procèdent à l'élevage.

Rapp : *Quelle était la consigne ?*



Sankara : Un quart de poulet par militaire et par semaine. Ainsi pourrait-il y avoir une amélioration de l'alimentation, mais aussi un désintéressement de cette couche de salariés réguliers par rapport au marché de la volaille, ce qui ferait nécessairement baisser les prix pour les civils. Puis par effet d'entraînement, celui qui, sur ordre de son chef ou de sa propre initiative, aura pris ce genre d'habitude de comportement, le fera également à son domicile. Il y aura généralisation du mouvement.

Certains affirment avoir déjà dépassé l'objectif fixé. Nous ne demandons que cela, car la révolution c'est également un mieux-vivre, mais un mieux-vivre et un bonheur pour tous.

Rapp : *Vous n'êtes pas à l'abri d'une prochaine élimination physique. Quelle image aimeriez-vous laisser de votre rôle, de vous-même si vous disparaissiez ?*

Sankara : Je souhaite simplement que mon aide serve à convaincre les plus incroyables qu'il y a une force, qu'elle s'appelle le peuple, qu'il faut se battre pour et avec ce peuple.

Laisser la conviction aussi que, moyennant un certain nombre de précautions et une certaine organisation, nous aurons droit à la victoire, une victoire certaine et durable.

Je souhaite que cette conviction gagne tous les autres pour que ce qui semble être aujourd'hui des sacrifices devienne pour eux demain des actes normaux et simples.

Peut-être, dans notre temps, apparaîtrons-nous comme des conquérants de l'inutile, mais peut-être aurons-nous ouvert une voie dans laquelle d'autres, demain, s'engouffreront allègrement, sans même

réfléchir ; un peu comme lorsqu'on marche, on met un pied devant l'autre, sans jamais se poser de questions, bien que tout obéisse à une série de lois complexes touchant à l'équilibre du corps, à la vitesse, aux rythmes, aux cadences.

Et notre consolation sera réelle, à mes camarades et à moi-même, si nous avons pu être utiles à quelque chose, si nous avons pu être des pionniers. A condition bien sûr que nous puissions recevoir cette consolation, là où nous serons...

Rapp : *Mais si on ne partage pas vos idées, vous êtes prêt à aller jusqu'à la violence, la contrainte et par là-même être en contradiction avec les propos que vous tenez ?*

Sankara : Entre deux solutions, je ne suis pas prêt à choisir la violence, mais je sais qu'il existe des logiques qui vous y entraînent sans possibilité de faire autrement. C'est une décision que vous prenez seul. Elle est pénible, douloureuse. Une souffrance. Le lendemain, vous vous retrouvez avec des gens contre lesquels vous avez dû ordonner des mesures de violence alors que, en vous-même, jusqu'à la dernière minute vous avez espéré qu'il existerait un moyen pour empêcher le recours à cette violence, un moyen de sauver ces hommes. Et, parfois, vous ne trouvez pas la solution.

Rapp : *Contre qui vous arrive-t-il d'exercer cette violence ?*



Sankara : Vous avez ceux qui naïvement pensent qu'ils peuvent tout tenter et qu'ils aboutiront. Ce n'est pas grave. Nous pouvons modérer notre violence à leur égard. Vous avez ceux qui, de façon très élaborée, cynique et machiavélique, provoquent l'escalade de la violence chez nous pour parvenir à leurs fins. Ils envoient des comploteurs. Si vous êtes faible face à eux et qu'ils réussissent, tout ce que vous avez entrepris, tout cet engagement au service de la multitude sera réduit à néant. Leur cynisme est total. Ils se moquent de la vie des comploteurs qu'ils commanditent. Nous pouvons en attraper dix, vingt, trente, ils ne verseront pas une larme et en trouveront encore d'autres pour les envoyer de nouveau contre nous. Or, si vous vous opposez à ces actions par la violence, ils vont tirer parti de moyens très puissants, terrifiants même, pour tenter de vous donner mauvaise conscience : «Voilà l'homme dont les mains sont tachées de sang.» Mais, surtout, faut-il sacrifier la majorité pour préserver une minorité, parfois réduite à un seul individu ? Quelqu'un doit décider, seul.

Rapp : *Un exercice difficile qui peut conduire à l'arbitraire ?*

Sankara : Extrêmement difficile vis-à-vis de soi-même. Face à l'extérieur, on peut refuser d'écouter et d'entendre tout ce qui se dit. Certains, sous d'autres cieux, ont baigné dans le sang et n'en ont éprouvé aucune gêne. Mais face à soi-même, si on a un minimum de conviction et de foi en l'homme, on connaît des bouleversements intérieurs très profonds. Je suis un militaire. Tout peut me conduire demain sur un champ de bataille. Sur ce champ de bataille, je souhaite être encore capable de secourir mon ennemi afin de lui éviter des souffrances inutiles, même si la logique des champs de batailles me commande de diriger mon arme contre lui et de l'abattre au plus vite afin de ne pas être abattu moi-même.

Rapp : *Mais jusqu'où acceptez-vous les actions de vos adversaires politiques avant d'exercer une forme de violence ?*

Sankara : Je souhaite offrir à mon adversaire, à mon ennemi lui-même, d'avoir l'occasion de me pénétrer. A partir de ce moment, il comprendra une donnée fondamentale : nous pouvons ne pas être d'accord sur un certain nombre de questions, sans pour autant que je sois contre lui. Je veux atteindre des buts qui sont nobles. Mes moyens sont mauvais, inadéquats, pense-t-il ? S'il les juge ainsi, il faut que nous en parlions.

Rapp : *Mais quand sa position est plus radicale ?*

Sankara : Nous avons libéré un certain nombre de prisonniers, dont celui-là même qui m'a trahi et fait enfermer. Si je ne suis pas mort, ce n'est pas parce qu'il a eu pitié de moi et qu'il n'a pas cherché à me tuer. On a tiré sur moi, je ne suis pas mort, voilà ma chance. Nous l'avons libéré. Selon certains, nous avons agi par sentimentalisme et par faiblesse. Pour moi, il faut que cet homme comprenne qu'il est à notre merci, qu'il l'a toujours été et qu'aujourd'hui encore nous pouvons le condamner à mort, le fusiller, mais quelque chose vient au-dessus du règlement de comptes, nous empêche de lui faire du mal.

Rapp : *Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ?*



Sankara : Nous n'en voulions pas à sa vie. C'est vrai que nous aurions pu le faire exécuter le jour où nous avons pris le pouvoir.

Rapp : *Mais votre attitude était, peut-être, tout simplement un bon calcul politique ?*

Sankara : Lui doit probablement le penser et estimer que c'est pour donner de moi une bonne image que j'ai prononcé sa libération aujourd'hui. Peut-être pense-t-il : «Nous sommes définitivement des ennemis mais comme il est actuellement le plus fort, je fais le mort et prendrai ma revanche dès que l'occasion se présentera.»

Je ne sais pas, mais je serais triste qu'il voie, dans mon geste, autre chose que cette intime conviction que nous devons amener tous les hommes à se comprendre et à oeuvrer ensemble. C'est très pénible et très long.

Rapp : *Vous avez pourtant décidé des exécutions'. Étaient-ce des âmes qu'on ne pouvait plus convertir ?*

Sankara : Tout âme peut être convertie, car je crois que le meilleur de l'homme est toujours devant lui. Mais nous étions dans une situation très particulière qui ne m'a pas permis de répondre favorablement à la demande de recours en grâce des condamnés. La justice a dû suivre son cours.

Rapp : *Connaissez-vous la peur, demain c'est peut-être fini ?*

Sankara : Non cette peur-là je ne la connais pas. Je me suis fait une raison. Soit je finirai vieil homme quelque part, dans une bibliothèque à lire des bouquins, soit ce sera une fin violente car nous avons tellement d'ennemis. Une fois qu'on l'a accepté, ce n'est plus qu'une question de temps. Cela viendra aujourd'hui ou demain.

Rapp : Vous connaissez peut-être d'autres formes de peur ?

Sankara : Oui, la peur d'échouer, la peur de ne pas avoir fait assez... On peut échouer sur un désaccord, mais non pas parce qu'on a été paresseux... Échouer parce qu'on aurait dû, qu'on avait les moyens et qu'on ne l'a pas fait...

J'en ai peur et je suis prêt à me battre de toutes les manières contre cela... Imaginez que demain, on dise que vous avez volé de l'argent, et que c'est vrai, ou que vous avez laissé mourir des gens de faim parce que vous n'avez pas eu le courage de sanctionner celui qui avait la responsabilité de leur apporter à manger et qui ne l'a pas fait... Que vous connaissiez cet homme et que les accusations portées contre lui soient réelles... J'aurais dû, je ne l'ai pas fait... Si après cette attitude on me fusille, ça va... Mais si on ne le fait pas, cela veut dire que tous les jours je vais porter cette croix, la croix de mon incapacité, de ma fuite devant les responsabilités... Tous les jours... Obligé de m'expliquer au premier venu, mais cela vous rend fou. Vous êtes maintenant là dans la rue, au bord du trottoir... Un homme qui parle tout seul et qui essaie de dire à chacun : «Je suis innocent, comprenez-moi, sauvez-moi».

Non, impossible.

Rapp : *Mais d'une certaine manière, n'y a-t-il pas déjà une «folie Sankara» ?*



Sankara : Oui, on ne fait pas de transformations fondamentales sans un minimum de folie. Dans ce cas, cela devient du non-conformisme, le courage de tourner le dos aux formules connues, celui d'inventer l'avenir. D'ailleurs, il a fallu des fous hier pour que nous nous comportions de manière extrêmement lucide aujourd'hui. Je veux être de ces fous-là.

Rapp : *Inventer l'avenir ?*

Sankara : Oui. Il faut oser inventer l'avenir. Dans le discours que j'ai prononcé pour le lancement du plan quinquennal, j'ai dit : «Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable pour l'homme». Et j'en suis convaincu. Le peuple voltaïque offre son expérience en partage aux autres peuples du monde. Aucun arsenal de combinaisons juridico-politiques, aucune prestidigitacion corruptrice de féodalité financière, aucun viol des consciences, aucun carnaval électoraliste, ne pourront empêcher le triomphe de la justice des peuples.

Camarades ! tant qu'il y aura l'oppression et l'exploitation, il y aura toujours deux justices et deux démocraties : celle des oppresseurs et celle des opprimés, celle des exploités et celle des exploités. La justice, sous la Révolution démocratique et populaire sera toujours celle des opprimés et des exploités, contre la justice néo-coloniale d'hier qui était celle des oppresseurs et des exploités. Camarades ! le peuple doit exercer lui-même la justice, sa justice.

Les jérémiades et les larmes de crocodiles ne devront point vous influencer lorsqu'il s'agira d'asséner de pesants coups à ceux-là qui auront montré leur incapacité à éprouver d'autre sentiment que le mépris le plus féodal pour le peuple et ses intérêts. Par contre, s'il s'en trouvait pour vous convaincre de leur gratitude à l'égard du peuple, qui en les châtiât sévèrement leur offre l'occasion de mesurer leurs forfaits, tendez-leur une main secourable. Faites-les nous connaître. Après leur avoir fait payer jusqu'au dernier centime ce que le peuple leur réclame légitimement, nous leur créerons les conditions pour qu'ils comprennent que, dépouillés des immenses richesses mal acquises, ils pourront trouver le vrai bonheur. Ce bonheur ne sera rien d'autre dans notre société révolutionnaire que le travail honnête qui procure un gain honnête. Ce gain honnête procure une dignité et une liberté qui ne se calculent ni en termes de comptes bancaires apatrides en Suisse ou ailleurs, ni en valeurs spéculatives des places boursières au-dessus de tout soupçon, ni en étalage d'un luxe agressif et traumatique face à un peuple qui se meurt de faim, de maladie et d'ignorance. Ce bonheur auquel nous convions les éventuels repentis, sera dans la satisfaction d'avoir prouvé leur utilité sociale et de jouir du droit de participer à la définition et à la réalisation effective des aspirations du peuple qui vous accepte et vous intègre.

Camarades ! les TPR sonnent le glas pour le vieux droit romain: C'est le chant du cygne pour le droit social étranger, napoléonien, qui a produit chez nous tant et tant de déclassés et qui avait consacré les privilèges illégitimes et iniques d'une classe minoritaire. Puissent les toutes prochaines assises de Ouagadougou tracer la voie lumineuse au bout de laquelle, dans le firmament de la révolution universelle, brillera le grand soleil de la justice qui dardera de ses puissants rayons les coeurs de tous ceux qui espèrent mais n'osent pas, de tous ceux qui osent mais ne comprennent pas, et de tous ceux qui comprennent mais n'osent pas.



La patrie ou la mort, nous vaincrons !